

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

12 FÉVRIER 2004

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins et la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, à la lumière du développement de la société de l'information

(Déposée par M. Stefaan De Clerck)

DÉVELOPPEMENTS

GÉNÉRALITÉS

En 2001, une directive visant à harmoniser le droit d'auteur à la lumière du développement de la société de l'information a été élaborée à l'initiative de la Commission européenne. La directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil, du 22 mai 2001, sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (dénommée ci-après «la directive») devait être transposée en droit belge au plus tard le 22 décembre 2002.

Au cours de la législature précédente, plusieurs débats intéressants sur cette transposition ont eu lieu au Sénat à la faveur de l'examen d'une proposition de loi de M. Philippe Monfils (doc. Sénat, n° 2-704/1, 2000-2001). Cette proposition a fait l'objet de toute une série d'amendements.

Or, il s'avère, au grand dam de l'auteur, que les travaux n'ont mené ni à l'adoption d'un texte de loi ni

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

12 FEBRUARI 2004

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten en van de wet van 31 augustus 1998 houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, in het licht van de ontwikkeling van de informatiemaatschappij

(Ingediend door de heer Stefaan De Clerck)

TOELICHTING

ALGEMEEN

In 2001 kwam, na een initiatief van de Europese Commissie, een richtlijn tot stand die een harmonisering beoogde van het auteursrecht in het licht van de verdere opgang van de informatiemaatschappij. De richtlijn 2001/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij (hierna: «de richtlijn») diende omgezet te worden naar Belgisch recht, uiterlijk op 22 december 2002.

Tijdens de vorige zittingsperiode voerde de Senaat omtrent deze omzetting een reeks interessante debatten naar aanleiding van een wetsvoorstel van senator Philippe Monfils (stuk Senaat, nr. 2-704/1, 2000-2001). Een hele reeks amendementen volgden op dit voorstel.

Tot de grote teleurstelling van de indiener blijkt dat de werkzaamheden niet hebben geleid tot de aanne-

à la transposition de la directive. La responsabilité du gouvernement est claire en l'espèce. Il s'ensuit que le droit d'auteur en vigueur en Belgique n'est plus adapté à la réalité sociale et juridique.

L'auteur de la proposition considère qu'il est urgent de transposer la directive.

Nous nous sommes basés, pour la rédaction de la présente proposition de loi de transposition, sur les amendements déposés par le sénateur Jan Steverlynck (doc. Sénat, n° 2-704/8, 2000-2001) et complétés par les amendements du gouvernement (doc. Sénat, n° 2-704/4, 2000-2001, dénommés ci-après «les amendements du gouvernement»). Ces amendements traduisent plusieurs choix de société de notre parti; l'on a aussi tenu compte d'une série de remarques techniques qui ont été formulées au cours des auditions.

Il y a encore lieu de signaler que les dispositions relatives à l'abandon de ce que l'on appelle le système dual de perception pour la copie privée d'œuvres sonores ou audiovisuelles n'ont pas été reprises, étant donné qu'il ne semble pas y avoir de consensus en la matière.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article est inspiré du texte que le professeur Janssens a déposé au cours de l'audition en commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat (doc. Sénat, n° 2-704/1).

En vue d'améliorer la lisibilité et l'applicabilité de la disposition dans la pratique, on s'est tout d'abord fondé explicitement, dans la disposition proposée de l'article 1^{er}, § 1^{er}, sur la sous-division classique entre le droit de reproduction et le droit de communication.

L'alinéa 1^{er} du § 1^{er} apporte une correction linguistique au texte néerlandais du gouvernement (remplacement des mots «*direct of indirect*» par les mots «*rechtstreeks of onrechtstreeks*»).

Le nouvel alinéa que l'on ajoute au § 1^{er} inscrit dans la loi le droit de distribution reconnu par la jurisprudence (article 4 de la directive 2001/29). Les amendements du gouvernement ne comprennent pas la disposition concernant l'épuisement de ce droit de distribution. La raison que l'on en donne est que la question de l'épuisement du droit ne se pose pas dans le cas des services, en particulier lorsqu'il s'agit de services en ligne.

Ce raisonnement n'est pas pertinent. La nouvelle disposition instaure un droit de distribution général dont le champ d'application est plus vaste que le domaine des seuls services. Le fait que l'épuisement

de la loi est la transposition de la directive. La responsabilité du gouvernement est claire en l'espèce. Il s'ensuit que le droit d'auteur en vigueur en Belgique n'est plus adapté à la réalité sociale et juridique.

L'auteur de la proposition considère qu'il est urgent de transposer la directive.

Nous nous sommes basés, pour la rédaction de la présente proposition de loi de transposition, sur les amendements déposés par le sénateur Jan Steverlynck (stuk Senaat, nr. 2-704/8, 2000-2001) et complétés par les amendements du gouvernement (stuk Senaat, nr. 2-704/4, 2000-2001, dénommés ci-après «les amendements du gouvernement»). Ces amendements traduisent plusieurs choix de société de notre parti; l'on a aussi tenu compte d'une série de remarques techniques qui ont été formulées au cours des auditions.

Il y a encore lieu de signaler que les dispositions relatives à l'abandon de ce que l'on appelle le système dual de perception pour la copie privée d'œuvres sonores ou audiovisuelles n'ont pas été reprises, étant donné qu'il ne semble pas y avoir de consensus en la matière.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Is geïnspireerd op de tekst aangebracht door prof. Janssens tijdens de hoorzitting in de commissie Financiën en Economische Aangelegenheden van de Senaat (stuk Senaat, nr. 2-704/1).

Om de leesbaarheid en toepasbaarheid van de bepaling in de praktijk te verhogen is in de eerste plaats de klassieke onderverdeling tussen het reproductierecht en het mededelingsrecht expliciet aangegeven in de voorgestelde bepaling van § 1 van artikel 1.

Het eerste lid van § 1 bevat een taalkundige verbetering van de tekst van de regering (woorden «direct of indirect» vervangen door de woorden «rechtstreeks of onrechtstreeks»).

Het nieuwe lid toegevoegd aan § 1, neemt het door de rechtspraak erkende distributierecht (artikel 4 van de richtlijn 2001/29) op in de wet. Niet overgenomen in de regeringsamendementen is de bepaling inzake de uitputting van dit distributierecht. De verantwoording hiervoor is dat het probleem van de uitputting zich niet voordoet in geval van diensten, in het bijzonder on-linediensten.

Deze redenering kan niet gevolgd worden. De nieuwe bepaling voert een algemeen distributierecht in, waarvan het toepassingsgebied breder is dan de diensten. Het feit dat voor on-linediensten de uitput-

n'est pas pertinent dans le cas des services en ligne ne peut être invoqué ici comme justification.

Le principe de l'épuisement est d'ailleurs déjà applicable conformément à la règle générale du droit communautaire européen(1).

Étant donné que le droit de distribution est désormais mentionné explicitement, il paraît logique de faire de même pour l'épuisement. Le texte proposé introduit expressément aussi la clause d'épuisement.

Il convient de noter que la réglementation en question, y compris la règle en matière d'épuisement, est déjà inscrite dans la loi sur les droits voisins.

Article 3

Il convient de faire figurer le contrôle général en trois étapes dans un article *23ter* nouveau, à la fin de la section 5 de la loi sur le droit d'auteur, qui concerne les exceptions.

L'article *20bis* nouveau proposé au cours de la législature précédente existe déjà et devrait figurer dans la section relative aux bases de données.

Le texte proposé en l'espèce est préférable du point de vue de la légistique et il améliore la lisibilité des dispositions de cette section.

Ce regroupement du contrôle en trois étapes dans une disposition plus générale permettrait d'omettre toutes les références à ce contrôle pour les diverses exceptions spécifiques, ce qui serait aussi de nature à améliorer la lisibilité et la cohérence du texte.

Article 4

Cet article réécrit l'article 21 existant à la lumière de l'article 5.3.d. de la directive.

La notion de courtes citations est remplacée par celle de citation qui est aussi utilisée dans la directive, ce qui permet, de manière moins ambiguë, l'application aux œuvres d'arts plastiques.

Le membre de phrase «à moins que cela ne s'avère impossible» est conforme à la directive et correspond, du point de vue du contenu, au texte du gouvernement.

La disposition de l'article 21 relative à l'anthologie peut être supprimée. Le premier membre de phrase se borne à confirmer l'application des droits patrimoniaux exclusifs et ne contient par conséquent aucune exception. La question que règle la disposition du deuxième membre de phrase, qui renvoie à la période

ting niet relevant zou zijn, kan immers hier geen verantwoording zijn.

Het principe van de uitputting is bovendien reeds van kracht op basis van de algemene regel uit het Europees Gemeenschapsrecht(1).

Gelet op het feit dat het distributierecht nu uitdrukkelijk wordt opgenomen, lijkt het logisch dit ook voor de uitputting te doen. De voorgestelde tekst schrijft ook de uitputtingsclausule expliciet in.

Men note dat deze regeling, inclusief de uitputtingsregel, reeds is opgenomen in de wet op de naburige rechten.

Artikel 3

Het past de algemene «driestappentoets» in te schrijven in een nieuw artikel *23ter*, op het einde van afdeling 5 van de auteurswet, welke de uitzonderingen behandelt.

Het in vorige zittingsperiode voorgestelde nieuwe artikel *20bis* bestaat reeds, en zou onder de afdeling houdende de databanken komen te staan.

De hier voorgestelde tekst is wetgevingstechnisch correcter en verhoogt de leesbaarheid van de bepalingen van deze afdeling.

Indien de driestappentoets in een meer algemene bepaling wordt ingeschreven, kunnen de verwijzingen naar deze toets onder de verschillende specifieke uitzonderingen weggelaten worden. Ook dit zal de leesbaarheid en coherentie van de tekst verbeteren.

Artikel 4

Dit artikel herschrijft het bestaande artikel 21 in het licht van artikel 5.3.d. van de richtlijn.

Het begrip «korte aanhalingen» wordt vervangen door het begrip «citeren» dat ook in de tekst van de richtlijn wordt gehanteerd, hetgeen de toepassing op werken van plastische kunst duidelijker toelaat.

De verwijzing «tenzij dit niet mogelijk blijkt» is conform de richtlijn en stemt inhoudelijk overeen met de tekst van de regering.

De bepaling van artikel 21 inzake de bloemlezing kan weggelaten worden. De eerste zinsnede bevestigt enkel de toepassing van de exclusieve vermogensrechten en omvat bijgevolg geen uitzondering. Het tweede tekstgedeelte verwijst naar de periode na het overlijden van de auteur, en kan worden ondervangen via de

(1) Janssens, M.C., «Implementatie van de Auteursrecht-richtlijn 2001/29/EG in België en Nederland. Een vergelijkend onderzoek.», *Computerrecht* 2002/5, 287.

(1) Janssens, M.C., «Implementatie van de Auteursrecht-richtlijn 2001/29/EG in België en Nederland. Een vergelijkend onderzoek.», *Computerrecht* 2002/5, 287.

qui fait suite au décès de l'auteur, peut l'être par l'entremise de l'exception d'enseignement. Il s'agit par conséquent d'une disposition superflue du point de vue de la légistique.

Article 5

L'article 22 contient les exceptions auxquelles s'applique le contrôle en trois étapes. Dès lors que ce contrôle en trois étapes est inscrit sous forme générale à l'article 23*ter*, les références explicites ou implicites qui y sont faites à l'article 22 peuvent être omises, ce qui ne fera qu'améliorer la clarté et la qualité légistique du texte, tout en permettant d'éviter des répétitions inutiles.

S'agissant de la disposition figurant au 1^o, l'on peut se référer aux dispositions existantes et à la jurisprudence à laquelle elles ont donné naissance. La formulation de la directive n'apporte aucune plus-value manifeste à cet égard et les dispositions existantes sont manifestement conformes à la directive.

Le 2^o fait suite à une suggestion visant à mieux harmoniser la disposition proposée initialement avec la directive.

Le 2^o*bis* reprend l'exception prévue à l'article 5.3.i de la directive concernant l'inclusion fortuite, afin d'éviter toute confusion à ce sujet dans la jurisprudence.

Il serait préférable d'omettre le 3^o existant. Tout d'abord, cette disposition ne fait pas exception au droit de communication, dès lors qu'elle ne vise par définition que les seules communications publiques. Dans ce sens, la notion actuelle de « cercle de famille » est trop restrictive et pose problème dans la pratique. De plus, cette disposition ne figurait pas dans l'ancienne loi relative au droit d'auteur (d'avant 1994), laquelle avait donné lieu, sur ce point, à une jurisprudence constante satisfaisante de la Cour de cassation concernant les limites du droit de communication.

Le 3^o reprend le texte du 5*bis* du gouvernement (5*ter* dans la proposition de M. Monfils), tel qu'il a été proposé au cours de la législature précédente.

Le 4^o ne fait aucune distinction en fonction du type d'œuvre. Par exemple, la distinction entre les « articles » et les « courts fragments » de livres est artificielle et difficile à appliquer en pratique. Le membre de phrase « ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'œuvre » fait partie intégrante du contrôle en trois étapes et ne doit donc pas être répété.

Dans le 4^o proposé, il n'est pas opportun d'inclure une référence particulière aux partitions (propositions du gouvernement), étant donné que l'intention ne saurait être que l'usage privé de reproductions de partitions ne doive pas faire partie des exceptions. Aucune justification n'est prévue à cet égard.

onderwijsuitzondering. Het is dus een wetgevings-technisch overbodige bepaling.

Artikel 5

Artikel 22 omvat de uitzonderingen waarop de driestappentoets van toepassing is. Aangezien deze driestappentoets in algemene vorm wordt ingeschreven in artikel 23*ter*, kunnen de expliciete of impliciete verwijzingen hiernaar in artikel 22 vervallen. Dit komt de duidelijkheid en wetgevingstechnische kwaliteit van de tekst ten goede en vermijdt overbodige herhalingen.

Wat betreft de bepaling van het 1^o kan verwezen worden naar de bestaande bepalingen en opvolgende rechtspraak ter zake. De bewoordingen van de richtlijn vormen in deze geen duidelijke meerwaarde, terwijl de bestaande bepalingen duidelijk richtlijnconform zijn.

In het 2^o wordt ingegaan op een suggestie om de oorspronkelijk voorgestelde bepaling beter af te stemmen op de richtlijn.

In het 2^o*bis* wordt de uitzondering van artikel 5.3.i van de richtlijn inzake de incidentele verwerking overgenomen om elke onduidelijkheid hieromtrent in de rechtspraak te vermijden.

Het bestaande 3^o kan beter vervallen. Vooreerst is die bepaling geen uitzondering op het mededelingsrecht, vermits dit per definitie enkel publieke mededelingen viseert. In die zin is het huidige begrip familiekring te beperkend; het zorgt voor problemen in de praktijk. Bovendien bestond deze bepaling niet vóór 1994, in de vroegere auteurswet, welke op dit punt aanleiding gaf tot een bevredigende vaststaande cassatierechtspraak inzake de grenzen van het mededelingsrecht.

In het 3^o wordt de tekst van het 5*bis* van de regering (5*ter* in het voorstel van de heer Monfils), zoals in vorige zittingsperiode voorgesteld, overgenomen.

Er wordt geen onderscheid gemaakt in het 4^o naargelang het soort van werk. Zo is het onderscheid tussen « artikelen » en « korte fragmenten uit boeken » artificieel en moeilijk toepasbaar in de praktijk. De verwijzing naar « geen afbreuk aan normale exploitatie » is onderdeel van de driestappentoets en hoeft dus niet opnieuw te worden herhaald.

In het voorgestelde 4^o is de bijzondere verwijzing naar de bladmuziek (regeringsvoorstellen) niet wenselijk, aangezien het niet de bedoeling kan zijn dat privé-gebruik van reproducties van bladmuziek niet onder de uitzonderingen zou dienen te vallen. Er is hiertoe in geen enkele verantwoording voorzien.

Le texte en question semble en outre reposer sur une lecture erronée de la directive, étant donné que celle-ci n'empêche pas d'adopter une disposition particulière applicable aux partitions à usage privé, sauf lorsqu'il s'agit de reproductions effectuées sur papier ou sur support similaire au moyen de toute technique photographique ou de tout autre procédé ayant des effets similaires, en général (article 5.2.a de la directive).

Cette exception générale au droit de reproduction n'a pas été reprise dans la législation belge. L'on se référera aussi en la matière à la *ratio legis* de l'instauration de l'exception relative à la reprographie en 1994. Compte tenu du fait qu'il est très difficile de contrôler les reproductions dans le cadre de la vie privée, l'on a jugé opportun de passer à un système de licence légale avec rétribution.

Le 4^o*bis* proposé prévoit l'exception pour l'usage privé lorsqu'il s'agit de supports autres que le papier ou des supports similaires. C'est donc logiquement que cette disposition se borne à faire référence à la «reproduction d'œuvres», en sorte que la distinction sur base du type d'œuvre n'a plus lieu d'être. Encore une fois, la référence aux partitions n'est pas pertinente et peut dès lors être omise.

La disposition du 4^o peut être formulée en termes plus larges, eu égard à l'exception générale prévue pour la reproduction sur papier à l'article 5.2.a de la directive, tandis que, conformément à l'article 5.2.b de la directive, l'article 4^o*bis* ne peut viser que l'usage privé.

En ce qui concerne le 5^o, l'on a donné suite à la suggestion faite durant les auditions en réunissant dans une seule et même exception les exceptions relatives à la reproduction et à la communication d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique. Tout d'abord, on ne sait pas comment une exception prévue par exemple pour la dispensation de cours dans le cadre d'une activité d'enseignement au sens large serait praticable et sensée si l'on n'y ajoute pas aussi l'exception relative à la communication de l'œuvre. De plus, la qualité légistique du texte se trouverait améliorée si les dispositions relatives à l'enseignement et à la recherche scientifique étaient rassemblées.

Le 5^o*bis* proposé est basé sur la directive et peut être repris.

Les 6^o et 7^o existants sont maintenus.

Le 8^o est repris des amendements du gouvernement, auxquels ont à nouveau été apportées quelques adaptations légistiques. Cette exception a une formulation plus large dans l'amendement déposé à l'époque par le gouvernement, dès lors qu'il n'est plus fait seulement référence à la Bibliothèque royale pour la conservation sans contrat. S'agissant des auteurs, un droit d'archivage gratuit doit s'appliquer égale-

De bedoelde tekst lijkt bovendien gestoeld op een verkeerde lezing van de richtlijn, vermits die voor het privé-gebruik deze bijzondere bepaling voor de bladmuziek niet weerhoudt, doch dit enkel wel doet voor recht van reproductie op papier of een soortgelijke drager, met behulp van een fotografische techniek of een andere werkwijze die een soortgelijk resultaat oplevert in het algemeen (artikel 5.2.a richtlijn).

Die algemene uitzondering op het reproductierecht is niet opgenomen in de Belgische wetgeving. Er kan ter zake ook verwezen worden naar de *ratio legis* van de invoering van de reprografie-uitzondering in 1994. Gelet op het feit dat het erg moeilijk is om reproducties in de privé-sfeer te controleren, werd het wenselijk geacht om over te stappen op een systeem van wettelijke licentie met vergoeding.

Het voorgestelde 4^o*bis* bevat de uitzondering voor privé-gebruik wanneer het dragers andere dan papier of soortgelijke dragers betreft. Consequent wordt ook hier enkel verwezen naar «reproductie van werken», en vervalt het onderscheid gemaakt op grond van het soort werk. Opnieuw is de verwijzing naar bladmuziek niet relevant; die kan weggelaten worden.

De bepaling van het 4^o kan ruimer worden gesteld gelet op de algemene uitzondering voor reproductie op papier van artikel 5.2.a van de richtlijn, terwijl artikel 4^o*bis* conform artikel 5.2.b van de richtlijn enkel kan verwijzen naar privé-gebruik.

Onder het 5^o wordt een suggestie overgenomen, gemaakt tijdens de hoorzittingen, en worden de uitzonderingen voor de reproductie én mededeling van werken als toelichting bij het onderwijs of ten behoeve van wetenschappelijk onderzoek ingeschreven onder eenzelfde uitzondering. Vooreerst valt het niet in te zien hoe een uitzondering voor bijvoorbeeld het lesgeven in het onderwijs — in brede zin — werkbaar en zinvol is, zonder dat de uitzondering voor de mededeling van het werk eveneens wordt opgenomen. Vervolgens komt het de wetgevingstechnische kwaliteit van de tekst ten goede de bepalingen inzake onderwijs en wetenschappelijk onderzoek te groeperen.

Het voorgestelde 5^o*bis* is gebaseerd op de richtlijn en kan overgenomen worden.

De bestaande 6^o en 7^o worden behouden.

Het 8^o wordt overgenomen uit de regeringsamendementen, met opnieuw een wetgevingstechnische zuivering van de tekst. Deze uitzondering is in het toenmalige regeringsamendement ruimer geformuleerd, aangezien er niet enkel verwezen wordt naar de Koninklijke Bibliotheek voor de bewaring zonder overeenkomst. Voor de auteurs moet een vrij archiveringsrecht ook voor de andere instellingen van toe-

ment aux autres institutions. Il en va de même pour le nouvel article 22, § 1^{er}, 9^o.

Le 10^o nouveau est repris des amendements du gouvernement.

En ce qui concerne l'exception au bénéfice de personnes affectées d'un handicap, qui figure au 11^o nouveau, le texte du gouvernement offre une exception plus large, parce qu'elle englobe également la communication. Il est recommandé de reprendre le texte le plus extensif.

Le 12^o est repris du texte de l'amendement du gouvernement, qui correspond au texte de la directive (article 5.3.j).

L'auteur trouve utile l'exception visée au 13^o concernant la reproduction ou la communication au public à des fins de sécurité publique ou pour assurer le bon déroulement de procédures administratives, parlementaires ou judiciaires [directive (article 5.3.e)]. Il ne s'agit pas ici d'une menace abusive pesant sur les droits des ayants droit, mais d'une exception pratique dans l'intérêt général. Cette exception figure déjà dans la législation belge relative aux banques de données (article 22*bis*, § 1^{er}, 5^o).

S'agissant de l'utilisation d'œuvres dans le cadre de cérémonies religieuses, la marge d'interprétation existant actuellement est trop vaste, dès lors que l'on évoque en la matière un usage didactique, ce qui n'est pas entièrement similaire. Les sociétés de gestion mènent généralement, en pratique, une politique de non-perception. L'auteur estime qu'il ne doit subsister aucun doute au sujet de cette exception, qui est conforme à la directive (article 5.3.g).

Le texte du § 2 est conforme à la directive.

Article 6

Cet article est repris des amendements du gouvernement.

Sur le plan légistique, il y a lieu d'amender les dispositions concernant les droits des auteurs, des artistes interprètes et exécutants, des producteurs et des organismes de radiodiffusion séparément, notamment parce que les objets de ces droits sont différents, qu'il s'agisse de leurs œuvres pour les auteurs, de leurs prestations pour les artistes interprètes ou exécutants, des phonogrammes ou des premières fixations de films pour les producteurs, et de leurs émissions pour les organismes de radiodiffusion.

Article 7

Cet article est repris des amendements du gouvernement.

1^o et 2^o. Même justification qu'à l'article 6.

passing zijn. Hetzelfde geldt voor het nieuwe artikel 22, § 1, 9^o.

Het nieuwe 10^o is overgenomen uit de regeringsamendementen.

Inzake de uitzondering ten behoeve van mensen met een handicap, opgenomen in een nieuw 11^o, biedt de regeringstekst een ruimere uitzondering, aangezien de mededeling eveneens werd ingeschreven. Het verdient aanbeveling de ruime tekst over te nemen.

Het 12^o wordt geput uit het regeringsamendement, dat identiek is met de tekst van de richtlijn (artikel 5.3.j).

De uitzondering bedoeld in het 13^o voor de reproductie of mededeling ten behoeve van de openbare veiligheid of om het goede verloop van een administratieve, parlementaire of gerechtelijke procedure te verzekeren [richtlijn (artikel 5.3.e)], lijkt de indiener wel degelijk nuttig. Het gaat hier niet om een onrechtmatig in het gedrang brengen van de rechten van rechthebbenden doch om een praktische uitzondering in het algemeen belang. Deze uitzondering werd reeds ingeschreven in de Belgische wetgeving voor de databanken (artikel 22*bis*, § 1, 5^o).

Aangaande het gebruik van werken in religieuze bijeenkomsten bestaat momenteel te veel interpretatieruimte, vermits ter zake gerefereerd wordt aan didactisch gebruik, hetgeen niet volledig gelijklopend is. De beheersvennootschappen voeren in de praktijk doorgaans een politiek van niet-inning. Voor de indiener mag er geen twijfel bestaan omtrent deze uitzondering, die richtlijnconform is (artikel 5.3.g).

De tekst van § 2 is richtlijnconform.

Artikel 6

Dit artikel is overgenomen uit de regeringsamendementen.

Op wetgevingstechnisch vlak dienen de bepalingen betreffende de rechten van de auteurs, uitvoerende en vertolkende kunstenaars, de producenten en de omroeporganisaties afzonderlijk te worden gewijzigd, meer bepaald daar het voorwerp van deze rechten verschilt, het voor de auteurs hun werken betreft, voor de uitvoerende en vertolkende kunstenaars hun prestaties, voor de producenten fonogrammen of eerste vastleggingen van films, en voor de omroeporganisaties hun uitzendingen.

Artikel 7

Dit artikel is overgenomen uit de regeringsamendementen.

1^o en 2^o. Zelfde verantwoording als bij artikel 6.

3^o et 4^o. L'introduction d'un alinéa 6 nouveau vise à transposer en droit belge l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, de la directive 2001/29/CE précitée, qui remplace le § 2 de l'article 3 de la directive 93/98/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins.

Cette modification de la directive 93/98/CEE a été rendue nécessaire par l'article 17 du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté le 20 décembre 1996 à Genève.

Cette disposition ne s'applique donc qu'aux producteurs de phonogrammes.

Article 8

Cet article est repris des amendements du gouvernement.

Même justification qu'à l'article 6.

La phrase introductive de l'article 44 de la loi du 30 juin 1994 est modifiée de manière à lever toute ambiguïté sur la portée des droits que cette disposition reconnaît aux organismes de radiodiffusion.

Article 9

Cet article définit les exceptions pour les droits voisins, et ce, conformément à ce qui a été déterminé pour les droits d'auteur.

En ce qui concerne plus particulièrement le 3^o*bis*, le texte proposé renvoie à la notion d'«enseignement» en général, qui est plus large que la notion d'«activités scolaires» visée au 3^o existant et répond aux aspirations légitimes du secteur socioculturel. L'exception est retenue ici aussi pour la reproduction ainsi que pour la communication.

Article 10

Le contrôle en trois étapes des exceptions relatives aux droits voisins est inscrit dans une disposition générale distincte, par le biais d'un article nouveau.

Article 11

Cet article reprend le texte des amendements du gouvernement.

Le considérant 35 de la directive 2001/29/CE dispose que «le niveau de la compensation équitable doit prendre en compte le degré d'utilisation des mesures techniques de protection prévues à la présente directive. Certains cas où le préjudice au titu-

3^o en 4^o. De invoeging van een nieuw zesde lid beoogt de omzetting in Belgisch recht van artikel 11, § 2, eerste lid, van voormelde richtlijn 2001/29/EG, die artikel 3, § 2, vervangt van richtlijn 93/98/EEG van de Raad van 29 oktober 1993 betreffende de harmonisering van de duur van de bescherming van het auteursrecht en bepaalde naburige rechten.

Deze wijziging van de richtlijn 93/98/EEG werd noodzakelijk gemaakt door artikel 17 van het WIPO-Verdrag inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), goedgekeurd te Genève op 20 december 1996.

Deze bepaling is aldus enkel van toepassing op de producenten van fonogrammen.

Artikel 8

Dit artikel is overgenomen uit de regeringsamendementen.

Zelfde verantwoording als bij artikel 6.

De inleidende zin van artikel 44 van de wet van 30 juni 1994 wordt gewijzigd om enige dubbelzinnigheid over de draagwijdte van de krachtens deze bepaling aan de omroeporganisaties toegekende rechten weg te nemen.

Artikel 9

Dit artikel omschrijft de uitzonderingen voor de naburige rechten, en dit in overeenstemming met hetgeen is bepaald voor de auteursrechten.

Wat in het bijzonder het 3^o*bis* betreft, wordt in de voorgestelde tekst verwezen naar het begrip «onderwijs» in het algemeen, hetgeen ruimer is dan het begrip «schoolactiviteiten» in het bestaande 3^o en tegemoetkomt aan de terechte verzuchtingen van de socio-culturele sector. De uitzondering wordt ook hier weerhouden voor de reproductie én mededeling.

Artikel 10

De driestappentoets voor de uitzonderingen op de naburige rechten wordt in een afzonderlijke algemene bepaling via een nieuw artikel ingeschreven.

Artikel 11

Dit artikel neemt de tekst over van de regeringsamendementen.

Considerans 35 van de richtlijn 2001/29/EG stelt dat «bij de bepaling van het niveau van de billijke compensatie ten volle dient rekening te worden gehouden met de mate waarin gebruik wordt gemaakt van de technische voorzieningen. In

laire du droit serait minime pourraient ne pas donner naissance à une obligation de paiement». Dans le cas où des titulaires de droits auraient déjà reçu un paiement sous une autre forme, par exemple en tant que partie d'une redevance de licence, un paiement spécifique ou séparé pourrait ne pas être dû.

Cela ne signifie en aucun cas que le système de rémunération pour copie privée actuellement en vigueur en Belgique doit être abandonné. Toutefois, la présente proposition de loi encourage l'utilisation de mesures techniques par les ayants droit. La directive n'impose cependant pas aux ayants droit le choix d'un système déterminé.

Les modalités pour déterminer la rémunération pour reprographie doivent être réglées par un arrêté royal, qui, une fois le cadre légal adapté à la directive précitée, devra être mis en conformité avec celui-ci. Cela devrait en principe avoir lieu après avis d'une commission consultative. Le considérant 39 de la directive précitée prévoit d'ailleurs que «lorsqu'il s'agit d'appliquer l'exception ou la limitation pour copie privée, les États membres doivent tenir dûment compte de l'évolution technologique et économique, en particulier pour ce qui concerne la copie privée numérique et les systèmes de rémunération y afférents, lorsque des mesures techniques de protection efficaces sont disponibles».

En outre, la directive 2001/29/CE prévoit la mise en place d'un comité de contact. Ce comité échangera les informations sur les évolutions pertinentes de la réglementation et de la jurisprudence ainsi que dans le domaine économique, social, culturel et technologique [article 12, § 4, c)]. Il fonctionnera également comme un forum d'évaluation du marché numérique des œuvres et des autres objets, y compris la copie privée et l'usage de mesures techniques [article 12, § 4, d)].

Ces deux organes doivent permettre au ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions de tenir compte des développements du marché en ce qui concerne l'adoption et l'adaptation des tarifs de la rémunération pour copie privée.

L'article 10, *in fine*, prévoit que le Roi peut dresser une liste des supports qui ne servent pas à la reproduction d'œuvres protégées et qui ne sont pas soumis au paiement de la rémunération pour la reproduction privée.

Article 12

À l'article 59 de la loi, la référence aux «œuvres fixées sur un support graphique ou analogue» est supprimée, étant donné que la licence légale prévue est désormais subordonnée au mode de reproduction, à savoir la reproduction sur papier ou la reproduction

bepaalde situaties waar de schade voor de rechthebbende minimaal zou zijn, is het mogelijk dat geen betalingsverplichting ontstaat.» In gevallen waarin de rechthebbenden reeds betaling in een andere vorm hebben ontvangen, bijvoorbeeld als onderdeel van een licentierecht, is eventueel geen specifieke of afzonderlijke betaling nodig.

Dit betekent geenszins dat moet worden afgestapt van het vergoedingsstelsel voor kopiëren voor eigen gebruik, dat thans in België wordt toegepast. Wel moedigt dit wetsvoorstel het gebruik van technische voorzieningen door de rechthebbenden aan. De richtlijn legt de rechthebbenden ter zake echter geen enkele keuze op voor een bepaald systeem.

De modaliteiten inzake het bepalen van de vergoeding voor «kopiëren voor eigen gebruik» worden geregeld in een koninklijk besluit, dat, eens het wetgevende kader is aangepast aan voormelde richtlijn, hiermee in overeenstemming dient te worden gebracht. Normaliter gebeurt zulks na advies van een adviescommissie. Considerans 39 van voormelde richtlijn stelt immers dat «de lidstaten, wanneer zij de beperking voor het kopiëren voor privé-gebruik toepassen, naar behoren rekening moeten houden met de technologische en economische ontwikkelingen, met name wat het digitaal kopiëren voor privé-gebruik en de vergoedingsstelsels betreft, wanneer doeltreffende technische beveiligingsvoorzieningen beschikbaar zijn».

Tevens voorziet de richtlijn 2001/29/EG in de instelling van een contactcomité. Dit comité zal informatie uitwisselen over relevante ontwikkelingen die zich in de wetgeving en rechtspraak en op economisch, sociaal, cultureel en technologisch gebied voordoen [artikel 12, § 4, c)]. Het zal tevens fungeren als forum waar de digitale markt voor werken en ander materiaal, het kopiëren voor privé-gebruik en het gebruik van technische voorzieningen daaronder inbegrepen, wordt geëvalueerd [artikel 12, § 4, d)].

Beide organen moeten de voor het auteursrecht bevoegde minister in staat stellen terdege rekening te houden met de marktontwikkelingen, bij het opstellen of aanpassen van de tarieven van de vergoeding voor kopiëren voor eigen gebruik.

Artikel 10, *in fine*, stipuleert dat de Koning een lijst van dragers kan vaststellen die niet worden aangevend voor kopiëren van beschermde werken, en welke niet onderhevig zijn aan de betaling van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik.

Artikel 12

In artikel 59 van de wet wordt de verwijzing naar «werken die op een grafische of soortgelijke drager zijn vastgelegd», geschrapt, omwille van het feit dat de voorziene dwanglicentie thans afhankelijk gemaakt is van de wijze van reproductie, met name de

sur support analogue (comme les microfiches ou les transparents).

Les modalités pour déterminer la rémunération pour reprographie doivent être réglées par un arrêté royal, qui, une fois le cadre légal adapté à la directive précitée, devra être mis en conformité avec celui-ci.

Article 13

La modification de l'intitulé de la section première du chapitre VIII de la loi du 30 juin 1994 se justifie par l'ajout des articles *79bis* et *79ter* dans cette section.

Article 14

Cet article reprend le texte des amendements du gouvernement et suit de très près le texte de la directive.

Article 15

Cet article reprend également le texte des amendements du gouvernement et de la directive.

L'évolution technologique facilite la distribution d'œuvres, notamment sur les réseaux. Il est par conséquent nécessaire pour les titulaires de droits de mieux identifier l'œuvre ou tout autre objet protégé, l'auteur ou tout autre titulaire de droits, et de fournir des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'œuvre ou de tout autre objet protégé, afin de faciliter la gestion des droits y afférents. Les titulaires de droits doivent être encouragés à utiliser des signes indiquant notamment, outre les informations visées ci-dessus, leur autorisation lorsque des œuvres ou d'autres objets protégés sont distribués sur les réseaux.

Le risque existe, toutefois, de voir se développer des activités illicites visant à supprimer ou à modifier les informations, présentées sous forme électronique, sur le régime des droits dont relève l'œuvre ou l'objet protégé, ou visant à distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser, communiquer au public ou mettre à sa disposition des œuvres ou autres objets protégés dont ces informations ont été supprimées sans autorisation. L'article 7 de la directive 2001/29/CE précitée impose aux États membres de prévoir une protection juridique appropriée contre toute activité de cette nature.

Cet article a pour objet de transposer cette disposition en droit belge et d'introduire dans la loi du 30 juin 1994 des sanctions pénales à l'encontre de ces actes. Il y a lieu de noter que tout intéressé, une société de gestion des droits ou un groupement professionnel a en outre la possibilité d'introduire une action à

reproductie op papier of soortgelijke drager (zoals microfiches of transparanten).

De modaliteiten inzake het bepalen van de vergoeding voor «reprografie» worden geregeld in een koninklijk besluit, dat, eens het wetgevende kader is aangepast aan voormelde richtlijn, hiermee in overeenstemming dient te worden gebracht.

Artikel 13

De wijziging van het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk VIII van de wet van 30 juni 1994, wordt verantwoord door de toevoeging van de artikelen *79bis* en *79ter* in deze afdeling.

Artikel 14

Dit artikel neemt de tekst van de regeringsamendementen over en sluit nauw aan bij de tekst van de richtlijn.

Artikel 15

Dit artikel neemt eveneens de tekst van de regeringsamendementen en de richtlijn over.

De ontwikkeling van de technologie vergemakkelijkt de distributie van werken, in het bijzonder door netwerken. Dit noopt de rechthebbenden ertoe het werk of het andere materiaal, de auteur of de andere rechthebbende beter te identificeren en informatie betreffende de voorwaarden voor het gebruik van het werk of het andere materiaal te verstrekken, teneinde het beheer van eraan verbonden rechten te vergemakkelijken. Rechthebbenden moeten worden aangemoedigd om markeringen te gebruiken waaruit, naast bovengenoemde informatie, onder andere blijkt dat zij gemachtigd zijn werken of het andere materiaal op netwerken te zetten.

Het gevaar bestaat evenwel dat onwettige handelingen plaatsvinden met het doel de aan het werk gehechte elektronische informatie betreffende het beheer van rechten te verwijderen of te wijzigen of anderszins werken of ander beschermd materiaal waaruit zonder toestemming dergelijke informatie is verwijderd, te verspreiden, ter verspreiding in te voeren, uit te zenden, aan het publiek mede te delen of ter beschikking van het publiek te stellen. Krachtens artikel 7 van richtlijn 2001/29/EG moeten de lidstaten voorzien in een passende rechtsbescherming tegen dergelijke handelingen.

Dit artikel strekt ertoe deze bepaling in Belgisch recht om te zetten en in de wet van 30 juni 1994 strafbepalingen tegen deze handelingen in te voeren. Er moet worden opgemerkt dat alle betrokkenen, de vennootschappen voor het beheer van de rechten en de beroepsverenigingen tevens een vordering op basis

l'encontre de ces actes, conformément à l'article 87 de la loi du 30 juin 1994. Une action en cessation pourra également être introduite sur la base de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, pour autant que les conditions d'application de cette loi soient remplies.

Article 16

Le chapitre II procède à une série d'adaptations de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données.

Conformément à la directive 2001/29/CE, le régime de la protection des mesures techniques est rendu applicable au droit « *sui generis* » des producteurs de bases de données.

En Belgique, ce droit « *sui generis* » est consacré par la loi précitée du 31 août 1998.

Article 17

Cet article règle, conformément à la directive 2001/29/CE, l'information sur la gestion des droits qui est applicable au droit « *sui generis* » des producteurs de bases de données.

Article 18

Cet article transpose en droit belge l'article 11, § 2, alinéa 2, de la directive 2001/29/CE, qui insère une disposition transitoire au § 2 de l'article 3 de la directive 93/98/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins.

Cette modification de la directive 93/98/CEE a été rendue nécessaire par l'article 17 du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté le 20 décembre 1996 à Genève.

Cette disposition ne s'applique donc qu'aux producteurs de phonogrammes.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

van artikel 87 van de wet van 30 juni 1994 kunnen instellen. Eveneens zal desgevallend een vordering tot staking kunnen ingesteld worden op grond van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, voor zover aan de specifieke toepassingsvoorwaarden van die wet voldaan werd.

Artikel 16

Hoofdstuk II voert een reeks aanpassingen door van de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken.

Overeenkomstig de richtlijn 2001/29/EG, is het regime betreffende de bescherming van technische voorzieningen van toepassing op het « *sui generis* »-recht van de producenten van databanken.

Dit « *sui generis* »-recht wordt in België geregeld door de voornoemde wet van 31 augustus 1998.

Artikel 17

Regelt overeenkomstig richtlijn 2001/29/EG de informatie over het beheer van rechten van toepassing op het « *sui generis* »-recht van de producenten van databanken.

Artikel 18

Dit artikel zet artikel 11, § 2, tweede lid, van de richtlijn 2001/29/EG om in Belgisch recht, dat een overgangsbepaling invoegt in artikel 3, § 2, van richtlijn 93/98/EEG van de Raad van 29 oktober 1993 betreffende de harmonisering van de duur van de bescherming van het auteursrecht en de naburige rechten.

Deze wijziging van de richtlijn 93/98/EEG werd noodzakelijk gemaakt door artikel 17 van het WIPO-Verdrag inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), goedgekeurd te Genève op 20 december 1996.

Deze bepaling is aldus enkel van toepassing op de producenten van fonogrammen.

Stefaan DE CLERCK.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

CHAPITRE I^{er}**Modifications de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins**

Art. 2

À l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins sont apportées les modifications suivantes :

A) à l'alinéa 1^{er}, les mots «la reproduction, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit» sont remplacés par les mots «la reproduction directe ou indirecte, provisoire ou permanente, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie»;

B) les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

«L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a seul le droit d'autoriser toute forme de distribution au public, par la vente ou autrement, de l'original de son œuvre ou de copies de celle-ci. Ce droit est épuisé dans la Communauté européenne en cas de première vente dans la Communauté par l'auteur ou avec son consentement.

Ce droit comprend également le droit exclusif d'autoriser la location ou le prêt de l'œuvre.

L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a seul le droit de la communiquer au public par un procédé quelconque, y compris par la mise à disposition au public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.»

Art. 3

Dans la même loi est inséré un article 23^{ter}, rédigé comme suit :

«Art. 23^{ter}. — Les exceptions et limitations au droit exclusif de reproduction ou de communication au public de l'auteur ne peuvent être d'application que dans les seuls cas spéciaux prévus par la présente loi qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ou autre objet protégé ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du droit.»

Art. 4

À l'article 21 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) à l'alinéa 1^{er}, les mots «courtes citations» sont remplacés par le mot «citations» et les mots «, pour

HOOFDSTUK I

Wijzigingen van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

Art. 2

In artikel 1, § 1, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid wordt tussen de woorden «in welke vorm ook,» en de woorden «te reproduceren of te laten reproduceren» de zinsnede» rechtstreeks of onrechtstreeks, tijdelijk of duurzaam, volledig of gedeeltelijk,» ingevoegd;

B) het derde en vierde lid worden vervangen door de volgende leden :

«Alleen de auteur van een werk van letterkunde of kunst heeft het recht om het origineel of kopieën van zijn werk door verkoop of op een andere manier op enigerlei wijze bij het publiek te distribueren. Dit recht is uitgeput in de Europese Gemeenschap in geval van een eerste verkoop aldaar door de auteur of met diens toestemming.

Dat recht omvat ook het exclusieve recht om toestemming te geven tot het verhuren of het uitlenen van het werk.

Alleen de auteur van een werk van letterkunde of kunst heeft het recht om het werk volgens ongeacht welk procédé aan het publiek mede te delen met inbegrip van de beschikbaarstelling voor het publiek op zodanige wijze dat deze voor leden van het publiek op een door hen individueel gekozen plaats en tijd toegankelijk zijn.»

Art. 3

In dezelfde wet wordt een artikel 23^{ter} ingevoegd, luidende :

«Art. 23^{ter}. — De uitzonderingen op en de beperkingen van het exclusieve recht van de auteur om het werk te reproduceren of te laten reproduceren of bekend te maken aan het publiek, mogen slechts toegepast worden in de gevallen bepaald in deze wet, mits daarbij geen afbreuk wordt gedaan aan de normale exploitatie van werken of ander materiaal en mits de wettige belangen van de rechthebbende niet onredelijk worden geschaad.»

Art. 4

In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid worden de woorden «Korte aanhalingen» vervangen door de woorden «Het citeren»

autant qu'aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect ne soit recherché, dans un but» sont insérés entre les mots «de polémique ou» et les mots «d'enseignement»;

B) l'alinéa 2 est complété *in fine* par les mots «, à moins que cela ne s'avère impossible.».

Art. 5

À l'article 22 de la même loi, modifié par les lois des 3 avril 1995 et 31 août 1998, sont apportées les modifications suivantes :

A) au § 1^{er}, 1^o, les mots néerlandais «*in een verslag dat*» sont remplacés par les mots «*in verband met verslaggeving die*»;

B) au § 1^{er}, il est inséré un 2^o*bis* libellé comme suit :
«2^o*bis* l'inclusion fortuite d'une œuvre ou d'un autre objet protégé dans un autre produit;»;

C) le § 1^{er}, 3^o, est remplacé par ce qui suit :
«3^o les actes de reproduction provisoires qui sont transitoires ou accessoires et constituent une partie intégrante et essentielle d'un procédé technique, ayant pour unique finalité de permettre :

- une transmission dans un réseau entre tiers par un intermédiaire, ou
- une utilisation licite

d'une œuvre protégée, et qui n'ont pas de signification économique indépendante;»;

D) les points 4^o à 4^o*ter* du § 1^{er} sont remplacés par les points 4^o et 4^o*bis*, rédigés comme suit :

«4^o la reproduction d'œuvres effectuée sur papier ou sur support similaire au moyen de toute technique photographique ou de tout autre procédé ayant des effets similaires lorsque cette reproduction est effectuée dans un but strictement privé ou est destinée à un usage familial;

4^o*bis* la reproduction d'œuvres effectuée sur tout support autre que papier ou support similaire par une personne physique, pour un usage privé et à des fins non directement ou indirectement commerciales;»;

E) au § 1^{er}, le 5^o est remplacé par la disposition suivante :

«5^o la reproduction et la communication au public d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique, pour autant que l'usage soit justifié par le but non lucratif poursuivi et que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée, à moins que cela s'avère impossible;»;

F) au § 1^{er}, il est inséré un 5^o*bis* libellé comme suit :
«5^o*bis* la reproduction des œuvres sonores et audiovisuelles réalisée sur quelque support que ce

en worden na de woorden «kritiek of polemieek of,» de zinsnede «voorzover geen rechtstreeks of onrechtstreeks commercieel of economisch oogmerk wordt nagestreefd, ten behoeve van» ingevoegd;

B) het tweede lid wordt *in fine* aangevuld met de woorden «, tenzij dit niet mogelijk blijkt.».

Art. 5

In artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 3 april 1995 en 31 augustus 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in § 1, 1^o, worden de woorden «in een verslag dat» vervangen door de woorden «in verband met verslaggeving die»;

B) in § 1 wordt een 2^o*bis* ingevoegd, luidende :
«2^o*bis* het incidentele verwerken van een werk of materiaal in ander materiaal;»;

C) paragraaf 1, 3^o, wordt vervangen als volgt :
«3^o tijdelijke reproductiehandelingen van voorbijaande of bijkomstige aard die een integraal en essentieel onderdeel vormen van een technisch procédé dat wordt toegepast met als enig doel :

- de doorgifte in een netwerk tussen derden door een tussenpersoon of
- een rechtmatig gebruik

van een beschermd werk, waarbij die handelingen geen zelfstandige economische waarde bezitten;»;

D) paragraaf 1, 4^o tot 4^o*ter*, worden vervangen door de littera's 4^o en 4^o*bis*, luidende :

«4^o de reproductie van werken, op papier of een soortgelijke drager, met behulp van een fotografische techniek of een andere werkwijze die een soortgelijk resultaat oplevert wanneer die reproductie uitsluitend bestemd is voor privé-gebruik of gebruik in familiekring;

4^o*bis* de reproductie van werken, op eender welke drager andere dan papier of soortgelijke drager, door een natuurlijk persoon voor privé-gebruik gemaakt, en zonder enig rechtstreeks of onrechtstreeks commercieel oogmerk;»;

E) in § 1 wordt het 5^o vervangen als volgt :

«5^o de reproductie en mededeling aan het publiek van werken als toelichting bij het onderwijs of ten behoeve van het wetenschappelijk onderzoek, voor zover het gebruik door het beoogde, niet-commerciële doel wordt gerechtvaardigd en voor zover de bron, waaronder de naam van de auteur, wordt vermeld, tenzij dit niet mogelijk blijkt;»;

F) in § 1 wordt een 5^o*bis* ingevoegd, luidende :
«5^o*bis* de reproductie van geluidswerken en audiovisuele werken, op welke drager dan ook, zonder enig

soit, sans aucune intention commerciale directe ou indirecte, par les établissements agréés comme hospitaliers, pénitentiaires, d'aide à la jeunesse ou d'aide aux personnes handicapées à des fins réservées à ceux-ci et à l'usage exclusif des personnes physiques qui y résident;»;

G) le § 1^{er}, 8^o, est remplacé par les dispositions suivantes :

«8^o la reproduction limitée à un nombre de copies déterminé en fonction de et justifié par le but de préservation du patrimoine culturel, effectuée par des bibliothèques accessibles au public, des musées ou des archives, qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect;

9^o la communication ou mise à disposition à des particuliers, à des fins de recherches ou d'études privées, d'œuvres qui ne sont pas offertes à la vente ni soumises à des conditions en matière de licence, et qui font partie de collections des bibliothèques accessibles au public, des établissements d'enseignement, des musées ou des archives qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect, au moyen de terminaux spéciaux accessibles dans les locaux de ces établissements;

10^o les enregistrements éphémères d'œuvres effectués par des organismes de radiodiffusion pour leurs propres émissions et par leurs propres moyens, en ce compris par les moyens de personnes qui agissent en leur nom et sous leur responsabilité;

11^o la reproduction et la communication au public d'œuvres au bénéfice de personnes affectées d'un handicap qui sont directement liées au handicap en question et sont de nature non commerciale, dans la mesure requise par ledit handicap;

12^o la reproduction et la communication au public à des fins commerciales ou visant à annoncer des expositions publiques ou des ventes d'œuvres artistiques, dans la mesure nécessaire pour promouvoir l'événement en question, à l'exclusion de toute autre utilisation commerciale;

13^o la reproduction ou la communication au public à des fins de sécurité publique ou pour assurer le bon déroulement de procédures administratives, parlementaires ou judiciaires;

14^o la reproduction ou la communication au public pour une utilisation au cours de cérémonies religieuses;»;

H) le § 2 est complété *in fine* par les mots « , à moins que cela s'avère impossible. ».

rechtstreeks of onrechtstreeks commercieel oogmerk, door erkende instellingen zoals ziekenhuizen, gevangnissen, of instellingen voor jeugd- of gehandicaptenzorg, voor hun eigen specifieke doeleinden en voor het exclusieve gebruik door de daar verblijvende natuurlijke personen;»;

G) paragraaf 1, 8^o, wordt vervangen door de volgende bepalingen:

«8^o de reproductie die is beperkt tot een aantal kopieën, bepaald in functie van en gerechtvaardigd door het voor de bewaring van het culturele patrimonium gestelde doel, door voor het publiek toegankelijke bibliotheken, musea, of door archieven die niet het behalen van een rechtstreeks of onrechtstreeks economisch commercieel voordeel nastreven;

9^o de mededeling en de beschikbaarstelling van niet te koop aangeboden of aan licentievoorzwaarden onderworpen werken die onderdeel uitmaken van de verzamelingen van voor het publiek toegankelijke bibliotheken, onderwijsinstellingen, musea of archieven die niet het behalen van een rechtstreeks of onrechtstreeks economisch of commercieel voordeel nastreven, hierin bestaande dat het werk, via speciale terminals in de gebouwen van die instellingen, voor onderzoek of privé-studie medegedeeld wordt aan of beschikbaar gesteld wordt voor individuele leden van het publiek;

10^o tijdelijke opnamen van werken, gemaakt door omroeporganisaties met hun eigen middelen, met inbegrip van de middelen van een persoon die optreedt namens en onder de verantwoordelijkheid van de omroeporganisaties, ten behoeve van hun eigen uitzendingen;

11^o de reproductie en mededeling aan het publiek van werken ten behoeve van mensen met een handicap, die rechtstreeks met deze handicap verband houdt en van niet-commerciële aard is en voor zover het wegens de betrokken handicap noodzakelijk is;

12^o de reproductie en de mededeling aan het publiek voor reclamedoelstellingen, voor openbare tentoonstellingen of openbare verkopen van artistieke werken, voor zover het noodzakelijk is voor de promotie van die gebeurtenissen, met uitsluiting van enig ander commercieel gebruik;

13^o de reproductie of mededeling aan het publiek ten behoeve van de openbare veiligheid of om het goede verloop van een administratieve, parlementaire of gerechtelijke procedure;

14^o de reproductie of mededeling aan het publiek voor het gebruik tijdens religieuze bijeenkomsten;»;

H) paragraaf 2 wordt *in fine* aangevuld met de woorden « , tenzij dit niet mogelijk blijkt. ».

Art. 6

À l'article 35, § 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 1^{er} est complété *in fine* par les mots «, qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie»;

B) l'alinéa 3 est complété par les mots : «, y compris par la mise à disposition au public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement».

Art. 7

À l'article 39 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 1^{er} est complété par les mots «, qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie»;

B) l'alinéa 4 est complété par les mots :
«, y compris par la mise à disposition au public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement»;

C) à l'alinéa 5, à la première phrase, les mots «de phonogrammes ou» et, à la deuxième phrase, les mots «le phonogramme ou» sont supprimés;

D) l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 5 et 6 :
«Les droits des producteurs de phonogrammes expirent cinquante ans après la fixation. Toutefois, si le phonogramme a fait l'objet d'une publication licite pendant cette période, les droits expirent cinquante ans après la date de la première publication licite. En l'absence de publication licite au cours de la période visée à la première phrase, et si le phonogramme a fait l'objet d'une communication licite au public pendant cette période, les droits expirent cinquante ans après la date de la première communication licite au public.»;

E) au dernier alinéa, les mots «Cette durée est calculée» sont remplacés par les mots «Ces durées sont calculées».

Art. 8

À l'article 44 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) à l'alinéa 1^{er}, les mots «L'accord écrit de l'organisme de radiodiffusion est requis pour accomplir les actes suivants:» sont remplacés par les mots «L'organisme de radiodiffusion a seul le droit d'autoriser:»;

Art. 6

In artikel 35, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het eerste lid wordt *in fine* aangevuld met de woorden : «, direct of indirect, tijdelijk of duurzaam, volledig of gedeeltelijk»;

B) in het derde lid worden de woorden «, met inbegrip van de beschikbaarstelling voor het publiek op zodanige wijze dat deze voor leden van het publiek op een door hen individueel gekozen plaats en tijd toegankelijk zijn,» ingevoegd tussen de woorden «om het even welk procédé» en de woorden «aan het publiek».

Art. 7

In artikel 39 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het eerste lid wordt aangevuld met de woorden : «, direct of indirect, tijdelijk of duurzaam, volledig of gedeeltelijk»;

B) het vierde lid wordt aangevuld met de woorden :
«, met inbegrip van de beschikbaarstelling voor het publiek op zodanige wijze dat deze voor leden van het publiek op een door hen individueel gekozen plaats en tijd toegankelijk zijn»;

C) in het vijfde lid worden in de eerste zin de woorden «van fonogrammen of» en in de tweede zin de woorden «het fonogram of» geschrapt;

D) tussen het vijfde en het zesde lid wordt het volgende lid ingevoegd :
«De rechten van producenten van fonogrammen vervallen vijftig jaar na de vastlegging. Indien het fonogram echter binnen deze termijn op geoorloofde wijze gepubliceerd is, vervallen de rechten vijftig jaar na de datum van die eerste publicatie. Indien binnen de in de eerste zin bedoelde termijn geen geoorloofde publicatie heeft plaatsgevonden en het fonogram tijdens deze termijn op geoorloofde wijze aan het publiek is medegedeeld, vervallen de rechten vijftig jaar na de datum van de eerste geoorloofde mededeling aan het publiek.»;

E) in het laatste lid worden de woorden «Deze termijn wordt berekend» vervangen door de woorden «Deze termijnen worden berekend».

Art. 8

In artikel 44 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid, wordt de inleidende zin vervangen als volgt : «Alleen de omroeporganisatie heeft het recht volgende handelingen toe te staan :»;

B) à l'alinéa 1^{er}, point *b*), les mots «qu'elle soit directe ou indirecte, provisoire ou permanente, en tout ou en partie,» sont insérés après les mots «par quelque procédé que ce soit,»;

C) l'alinéa 1^{er} est complété par un *littera d*), rédigé comme suit :

«*d*) la mise à disposition au public de la fixation de ses émissions de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.»

Art. 9

À l'article 46 de la même loi, modifié par les lois des 3 avril 1995 et 31 août 1998, sont apportées les modifications suivantes :

A) à l'alinéa 1^{er}, les mots «la courte citation» sont remplacés par les mots «la citation» et les mots «, pour autant qu'aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect ne soit recherché, dans un but» sont insérés entre les mots «de polémique ou» et les mots «d'enseignement»;

B) le même alinéa 1^{er}, 1^o, est complété par la phrase suivante :

«; les citations visées à l'alinéa précédent devront faire mention de la source et du nom de l'auteur, à moins que cela s'avère impossible;»;

C) à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les mots néerlandais «*in een verslag dat*» sont remplacés par les mots «*in verband met verslaggeving die*»;

D) il est inséré un 2^o*bis*, rédigé comme suit :

«2^o*bis* l'inclusion fortuite de prestations;»;

E) le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

«3^o les actes de reproduction provisoires qui sont transitoires ou accessoires et constituent une partie intégrante et essentielle d'un procédé technique, ayant pour unique finalité de permettre :

- une transmission dans un réseau entre tiers par un intermédiaire, ou
- une utilisation licite

d'une prestation, et qui n'ont pas de signification économique indépendante;»;

F) le 3^o*bis* est remplacé par la disposition suivante :

«3^o*bis* la reproduction et la communication au public d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement ou de recherche scientifique, pour autant que l'usage soit justifié par le but non lucratif poursuivi et que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiquée, à moins que cela s'avère impossible;»;

B) in het eerste lid, punt *b*), worden de woorden «, direct of indirect, tijdelijk of duurzaam, volledig of gedeeltelijk» ingevoegd tussen de woorden «door welk procédé ook, » en de woorden «daaronder begrepen de distributie»;

C) het eerste lid wordt aangevuld met een *littera d*), luidende :

«*d*) de beschikbaarstelling voor het publiek van de vastleggingen van haar uitzendingen op zodanige wijze dat deze voor leden van het publiek op een door hen individueel gekozen plaats en tijd toegankelijk zijn.»

Art. 9

In artikel 46 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 3 april 1995 en 31 augustus 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid, 1^o, worden de woorden «de korte aanhaling van» vervangen door de woorden «het citeren uit» en wordt na de woorden «kritiek of polemiek of,» de zinsnede «voorzover geen rechtstreeks of onrechtstreeks commercieel of economisch oogmerk wordt nagestreefd, ten behoeve van» ingevoegd;

B) hetzelfde eerste lid, 1^o, wordt aangevuld met de zin :

«; de aanhalingen bedoeld in het vorige lid moeten de bron en de naam van de auteur vermelden, tenzij dit niet mogelijk blijkt;»;

C) in het eerste lid, 2^o, worden de woorden «in een verslag dat» vervangen door de woorden «in verband met de verslaggeving die»;

D) er wordt een 2^o*bis* ingevoegd, luidende :

«2^o*bis* het incidentele verwerken van prestaties;»;

E) het 3^o wordt vervangen als volgt :

«3^o tijdelijke reproductiehandelingen van voorbijgaande of bijkomstige aard die een integraal en essentieel onderdeel vormen van een technisch procédé dat wordt toegepast met als enig doel :

- de doorgifte in een netwerk tussen derden door een tussenpersoon of
- een rechtmatig gebruik

van een prestatie, waarbij die handelingen geen zelfstandige economische waarde bezitten;»;

F) het 3^o*bis* wordt vervangen als volgt :

«3^o*bis* de reproductie en mededeling van prestaties als toelichting bij het onderwijs of ten behoeve van het wetenschappelijk onderzoek, voor zover het gebruik door het beoogde, niet-commerciële doel wordt gerechtvaardigd en voor zover de bron, waaronder de naam van de auteur, wordt vermeld, tenzij dit niet mogelijk blijkt;»;

G) le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

«4^o la reproduction d'œuvres effectuée sur papier ou sur support similaire au moyen de toute technique photographique ou de tout autre procédé ayant des effets similaires lorsque cette reproduction est effectuée dans un but strictement privé ou destinée à un usage familial;»;

H) il est inséré un 4^o*bis* rédigé comme suit :

«4^o*bis* la reproduction d'œuvres effectuée sur tout support autre que papier ou support similaire par une personne physique, pour un usage privé et à des fins non directement ou indirectement commerciales;»;

I) il est inséré un 5^o*bis*, rédigé comme suit :

«5^o*bis* la reproduction des œuvres sonores et audiovisuelles réalisée sur quelque support que ce soit, sans aucune intention commerciale directe ou indirecte, par les établissements agréés comme hospitaliers, pénitentiaires, d'aide à la jeunesse ou d'aide aux personnes handicapées à des fins réservées à ceux-ci et à l'usage exclusif des personnes physiques qui y résident;»;

J) le 7^o est remplacé par les dispositions suivantes :

«7^o la reproduction limitée à un nombre de copies déterminé en fonction de et justifié par le but de préservation du patrimoine culturel, effectuée par des bibliothèques accessibles au public, par des musées ou par des archives, qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect;

8^o la communication ou mise à disposition à des particuliers, à des fins de recherches ou d'études privées, d'œuvres qui ne sont pas offertes à la vente ni soumises à des conditions en matière de licence, et qui font partie de collections des bibliothèques accessibles au public, des établissements d'enseignement, des musées ou des archives qui ne recherchent aucun avantage commercial ou économique direct ou indirect, au moyen de terminaux spéciaux accessibles dans les locaux de ces établissements;

9^o les enregistrements éphémères de prestations effectués par des organismes de radiodiffusion et par leurs propres moyens, en ce compris par les moyens de personnes qui agissent en leur nom et sous leur responsabilité;

10^o la reproduction et la communication au public de prestations au bénéfice de personnes affectées d'un handicap qui sont directement liées au handicap en question et sont de nature non commerciale, dans la mesure requise par ledit handicap;

11^o la reproduction ou la communication de prestations pour une utilisation au cours de cérémonies

G) het 4^o wordt vervangen als volgt :

«4^o de reproductie van prestaties op papier of een soortgelijke drager, met behulp van een fotografische techniek of een andere werkwijze die een soortgelijk resultaat oplevert wanneer die reproductie uitsluitend bestemd is voor privé-gebruik of gebruik in familiekring;»;

H) er wordt een 4^o*bis* ingevoegd, luidende :

«4^o*bis* de reproductie van prestaties, op eender welke drager andere dan papier of soortgelijke drager, door een natuurlijk persoon voor privé-gebruik gemaakt, en zonder enig rechtstreeks of onrechtstreeks commercieel oogmerk;»;

I) er wordt een 5^o*bis* ingevoegd, luidende :

«5^o*bis* de reproductie van prestaties, op welke drager dan ook, zonder enig rechtstreeks of onrechtstreeks commercieel oogmerk, door erkende instellingen zoals ziekenhuizen, gevangnissen, of instellingen voor jeugd- of gehandicaptenzorg, voor hun eigen specifieke doeleinden en voor het exclusieve gebruik door de daar verblijvende natuurlijke personen;»;

J) het 7^o wordt vervangen door de volgende bepalingen :

«7^o de reproductie die is beperkt tot een aantal kopieën, bepaald in functie van en gerechtvaardigd door het voor de bewaring van het culturele patrimonium gestelde doel, door voor het publiek toegankelijke bibliotheken, musea, of door archieven die niet het behalen van een rechtstreeks of onrechtstreeks economisch commercieel voordeel nastreven;

8^o de mededeling en de beschikbaarstelling van niet te koop aangeboden of aan licentieverwaarden onderworpen prestaties die onderdeel uitmaken van de verzamelingen van voor het publiek toegankelijke bibliotheken, onderwijsinstellingen, musea of archieven die niet het behalen van een rechtstreeks of onrechtstreeks economisch of commercieel voordeel nastreven, hierin bestaande dat het werk, via speciale terminals in de gebouwen van die instellingen, voor onderzoek of privé-studie medegedeeld wordt aan of beschikbaar gesteld wordt voor individuele leden van het publiek;

9^o tijdelijke opnamen van prestaties, gemaakt door omroeporganisaties met hun eigen middelen, met inbegrip van de middelen van een persoon die optreedt namens en onder de verantwoordelijkheid van de omroeporganisaties, ten behoeve van hun eigen uitzendingen;

10^o de reproductie en mededeling aan het publiek van prestaties ten behoeve van mensen met een handicap, die rechtstreeks met deze handicap verband houdt en van niet-commerciële aard is en voor zover het wegens de betrokken handicap noodzakelijk is;

11^o de reproductie of mededeling van prestaties voor het gebruik tijdens religieuze bijeenkomsten of

religieuses ou de réunions officielles organisées par les autorités;

12° la reproduction et la communication au public visant à annoncer des expositions publiques ou des ventes de prestations, dans la mesure nécessaire pour promouvoir l'événement en question, à l'exclusion de toute autre utilisation commerciale;

13° la reproduction ou la communication au public de prestations à des fins de sécurité publique ou pour assurer le bon déroulement de procédures administratives, parlementaires ou judiciaires;

14° la reproduction ou la communication au public pour une utilisation au cours de cérémonies religieuses.».

Art. 10

Il est inséré, dans la même loi, un article 47ter rédigé comme suit:

«Art. 47ter. — Les exceptions et limitations au droit exclusif, pour l'auteur, de reproduction ou de communication au public des prestations ne peuvent être d'application que dans les seuls cas spéciaux prévus par la présente loi qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale des prestations ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du droit.»

Art. 11

L'article 56 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 56. — La rémunération visée à l'article 55 est fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Il est tenu compte dans la fixation de cette rémunération de l'application ou non des mesures techniques visées à l'article 79bis à l'œuvre protégée ou aux objets protégés concernés.

Le Roi peut instaurer une commission consultative des milieux intéressés.

Le Roi peut fixer la liste des supports qui ne servent pas à la reproduction d'œuvres sonores et audiovisuelles et qui ne sont pas soumis au paiement de la rémunération pour la reproduction privée.»

Art. 12

L'article 59, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 31 août 1998 est remplacé par la disposition suivante:

«Les auteurs et éditeurs ont droit à une rémunération pour la reproduction de leurs œuvres lorsque

door de overheid georganiseerde officiële bijeenkomsten;

12° de reproductie en de mededeling aan het publiek voor reclamedoeleinden, voor openbare tentoonstellingen of openbare verkopen van prestaties, voor zover het noodzakelijk is voor de promotie van die gebeurtenissen, met uitsluiting van enig ander commercieel gebruik;

13° de reproductie of mededeling aan het publiek van prestaties ten behoeve van de openbare veiligheid of om het goede verloop van een administratieve, parlementaire of gerechtelijke procedure;

14° de reproductie of mededeling voor het gebruik tijdens religieuze bijeenkomsten.».

Art. 10

In dezelfde wet wordt een artikel 47ter ingevoegd, luidende:

«Art. 47ter. — De uitzonderingen op en de beperkingen van het exclusieve recht van de auteur om de prestaties te reproduceren of te laten reproduceren en bekend te maken aan het publiek, mogen slechts toegepast worden in de gevallen bepaald in deze wet mits daarbij geen afbreuk wordt gedaan aan de normale exploitatie van de prestaties en mits de wettige belangen van de rechthebbende niet onredelijk worden geschaad.»

Art. 11

Artikel 56 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

«Art. 56. — De vergoeding bedoeld in artikel 55 wordt vastgesteld bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Bij het vaststellen van deze vergoeding wordt rekening gehouden met het al dan niet toepassen van de in artikel 79bis bedoelde technische voorzieningen op het beschermde werk of materiaal.

De Koning kan een adviescommissie van de betrokken milieus instellen.

De Koning kan de lijst van dragers vaststellen die niet worden aangewend voor de reproductie van geluidswerken en audiovisuele werken, en die niet onderhevig zijn aan de betaling van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik.»

Art. 12

Artikel 59, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 augustus 1998, wordt vervangen als volgt:

«De auteurs en uitgevers hebben recht op een vergoeding voor de reproductie van hun werken

cette reproduction est effectuée aux conditions prévues aux articles 22, § 1^{er}, 4^o et 4^o*bis*, et 22*bis*, 1^o et 2^o. »

Art. 13

L'intitulé de la section première du chapitre VIII de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

«Section première. — Champ d'application, mesures techniques et information sur le régime des droits »

Art. 14

Un article 79*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

«Art. 79*bis*. — § 1^{er}. Est poursuivie au titre des articles 80 et suivants, toute personne qui contourne toute mesure technique efficace, en le sachant ou en ayant des raisons valables de le penser.

Est poursuivie au titre des articles 80 et suivants, toute personne qui fabrique, importe, distribue, vend, loue, fait de la publicité en vue de la vente ou de la location, ou possède à des fins commerciales des dispositifs, produits ou composants, ou preste des services qui :

— font l'objet d'une promotion, d'une publicité ou d'une commercialisation, pour contourner une mesure technique efficace, ou

— qui n'ont qu'un but commercial limité ou une utilisation limitée autre que de contourner une mesure technique efficace, ou

— qui sont principalement conçus, produits ou adaptés dans le but de permettre ou de faciliter le contournement d'une mesure technique efficace.

On entend par «mesures techniques»: tous dispositifs, composants ou technologies qui dans le cadre normal de leur fonctionnement sont destinés à empêcher ou à limiter, en ce qui concerne les œuvres ou autres objets protégés, les actes non autorisés par les titulaires de droits d'auteur ou de droits voisins.

Les mesures techniques sont réputées «efficaces» lorsque l'utilisation d'une œuvre ou d'un autre objet protégé est contrôlée par les titulaires du droit grâce à l'application d'un code d'accès ou d'un procédé de protection tel que le cryptage, le brouillage ou toute autre transformation de l'œuvre ou de l'objet protégé ou d'un mécanisme de contrôle de copie qui atteint cet objectif de protection.

§ 2. Les titulaires de droits prennent des mesures volontaires, y compris des accords avec les autres parties concernées, afin de fournir à l'utilisateur d'une

wanneer die reproductie plaatsvindt onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 22, § 1, 4^o en 4^o*bis*, en 22*bis*, 1^o en 2^o. »

Art. 13

Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk VIII van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

«Afdeling 1. — Toepassingsgebied, technische voorzieningen en informatie betreffende het beheer van rechten. »

Art. 14

In dezelfde wet wordt een artikel 79*bis* ingevoegd, luidende :

«Art. 79*bis*. — § 1. Krachtens de artikelen 80 en volgende wordt eenieder vervolgd die een doeltreffende technische voorziening omzeilt en dat weet of redelijkerwijs behoort te weten.

Krachtens de artikelen 80 en volgende wordt eenieder vervolgd die inrichtingen, producten of onderdelen vervaardigt, invoert, verdeelt, verkoopt, verhuurt, er reclame voor verkoop of verhuur voor maakt, of voor commerciële doeleinden bezit, of die diensten verricht die :

— gestimuleerd, aangerezen of in de handel worden gebracht om een doeltreffende technische voorziening te omzeilen, of

— slechts een commercieel beperkt doel of nut hebben naast het omzeilen van een doeltreffende technische voorziening, of

— in het bijzonder ontworpen, vervaardigd of aangepast zijn met het doel het omzeilen van een doeltreffende technische voorziening mogelijk of gemakkelijker te maken.

Onder «technische voorzieningen» wordt verstaan: technologie, inrichtingen of onderdelen die in het kader van hun normale werking dienen voor het voorkomen of beperken van handelingen ten aanzien van werken of ander materiaal, die door de houders van auteursrechten of naburige rechten niet zijn toegestaan.

Technische voorzieningen worden geacht «doeltreffend» te zijn indien het gebruik van een beschermd werk of ander beschermd materiaal wordt beheerst door de rechthebbende, door toepassing van een controle op de toegang of een beschermingsproces zoals encryptie, versluiting of andere transformatie van het werk of ander beschermd materiaal of een kopieerbeveiliging die de beoogde bescherming bereikt.

§ 2. De rechthebbenden nemen vrijwillige maatregelen, waaronder overeenkomsten met andere betrokken partijen, om ervoor te zorgen dat de nodige

œuvre ou d'autres objets protégés, les moyens nécessaires pour pouvoir bénéficier des exceptions prévues à l'article 22, § 2, 4^o, 4^obis, 5^o, 5^obis, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o et 13^o, à l'article 22bis, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, et à l'article 46, 3^obis, 4^o, 4^obis, 5^obis, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 13^o, lorsque l'utilisateur a un accès licite à l'œuvre ou à l'objet protégé par les mesures techniques.

Les mesures volontaires prévues à l'alinéa 1^{er} sont communiquées au délégué du ministre visé à l'article 76.

§ 3. Si dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, aucune mesure volontaire adéquate au sens du § 2 n'a été communiquée par les titulaires de droits au délégué du ministre visé à l'article 76, le Roi prend dans l'intérêt général les dispositions appropriées imposant aux titulaires de droits concernés, de fournir à l'utilisateur d'une œuvre ou d'autres objets protégés, les moyens nécessaires pour pouvoir bénéficier des exceptions prévues à l'article 22, § 2, 4^o, 4^obis, 5^o, 5^obis, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o et 13^o, à l'article 22bis, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, et à l'article 46, 3^obis, 4^o, 4^obis, 5^obis, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 13^o, lorsque l'utilisateur a un accès licite à l'œuvre ou à l'objet protégé par les mesures techniques. Ces dispositions appropriées ne seront applicables qu'aux seuls titulaires de droits qui n'auront pas adopté de mesures volontaires adéquates.

§ 4. Les mesures techniques appliquées volontairement par les titulaires de droits, y compris celles mises en œuvre en application d'accords volontaires, ainsi que les mesures techniques mises en œuvre en application des dispositions prises en vertu du § 3, jouissent de la protection juridique prévue au § 1^{er}.

§ 5. Les §§ 2 et 3 ne s'appliquent pas aux œuvres ou autres objets protégés qui, selon des dispositions contractuelles entre parties, sont mises à la disposition du public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement. »

Art. 15

Un article 79ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 79ter. — § 1^{er}. Est poursuivie au titre des articles 80 et suivants, toute personne qui accomplit, sciemment et sans autorisation, l'un des actes suivants :

— la suppression ou la modification de toute information sur le régime des droits sous forme électronique, et

— la distribution, l'importation aux fins de distribution, la radiodiffusion, la communication au

middelen verschaft worden aan de gebruiker om te kunnen genieten van de uitzonderingen bepaald in artikel 22, § 2, 4^o, 4^obis, 5^o, 5^obis, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o, 13^o artikel 22bis, eerste lid, 1^o tot 5^o, en artikel 46, 3^obis, 4^o, 4^obis, 5^obis, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o en 13^o, mits de gebruiker op rechtmatige wijze toegang heeft tot het door de technische voorziening beschermde werk of ander materiaal.

De in het eerste lid bepaalde vrijwillige maatregelen worden medegedeeld aan de vertegenwoordiger van de minister bedoeld in artikel 76.

§ 3. Zijn er binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet door de rechthebbenden geen vrijwillige maatregelen in de zin van § 2 medegedeeld aan de vertegenwoordiger van de minister bedoeld in artikel 76, dan stelt de Koning alle in het algemeen belang passende maatregelen vast die de betrokken rechthebbenden ertoe verplichten aan de gebruiker van een werk of ander beschermd materiaal de nodige middelen te verschaffen om te kunnen genieten van de uitzonderingen bepaald in artikel 22, § 2, 4^o, 4^obis, 5^o, 5^obis, 8^o, 9^o, 10^o, 11^o, 12^o, 13^o artikel 22bis, eerste lid, 1^o tot 5^o, en artikel 46, 3^obis, 4^o, 4^obis, 5^obis, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o en 13^o, mits de gebruiker op rechtmatige wijze toegang heeft tot het door de technische voorziening beschermde werk of ander materiaal. Deze passende maatregelen zullen slechts van toepassing zijn op de rechthebbenden die geen afdoende vrijwillige maatregelen genomen hebben.

§ 4. De technische voorzieningen die door de rechthebbenden vrijwillig worden getroffen, met inbegrip van die ter uitvoering van vrijwillig gesloten overeenkomsten, alsook de technische voorzieningen die getroffen werden in uitvoering van de bepalingen die genomen werden krachtens § 3, genieten de in § 1 bedoelde rechtsbescherming.

§ 5. De §§ 2 en 3 gelden niet voor werken of ander beschermd materiaal voor het publiek beschikbaar gesteld op grond van overeengekomen bepalingen op zodanige wijze dat leden van het publiek daartoe toegang hebben op een door hen individueel gekozen plaats en tijd. »

Art. 15

In dezelfde wet wordt een artikel 79ter ingevoegd, luidende :

« Art. 79ter. — § 1. Krachtens de artikelen 80 en volgende wordt eenieder vervolgd die opzettelijk op ongeoorloofde wijze een van de volgende handelingen verricht :

— de verwijdering of wijziging van elektronische informatie betreffende het beheer van rechten;

— de verspreiding, de invoer ter verspreiding, de uitzending, de mededeling aan het publiek of de

public ou la mise à disposition du public des œuvres ou autres objets protégés, et dont les informations sur le régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation,

en sachant ou en ayant des raisons valables de penser que, ce faisant, elle entraîne, permet, facilite ou dissimule une atteinte à un droit d'auteur ou à un droit voisin.

§ 2. Au sens de la présente loi, on entend par «information sur le régime des droits», toute information fournie par des titulaires de droits qui permet d'identifier une œuvre ou tout autre objet protégé, l'auteur ou tout autre titulaire de droits.

Cette expression désigne également les informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'œuvre ou de tout autre objet protégé ainsi que tout numéro ou code représentant ces informations.»

CHAPITRE II

Modifications de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données

Art. 16

Il est inséré dans la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données un article *6bis*, rédigé comme suit:

«Art. *6bis*. — § 1^{er}. L'article *79bis*, § 1^{er}, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, est applicable par analogie.

§ 2. Les producteurs de bases de données prennent des mesures volontaires, y compris des accords avec les autres parties concernées, afin de fournir à l'utilisateur d'une base de données, les moyens nécessaires pour pouvoir bénéficier des exceptions prévues à l'article 7, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, lorsque celui-ci a un accès licite à la base de données protégée par les mesures techniques.

Les mesures volontaires prévues à l'alinéa 1^{er} sont communiquées au délégué du ministre visé à l'article 76 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

§ 3. Si dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, aucune mesure volontaire

beschikbaarstelling voor het publiek van werken of van ander beschermd materiaal, waaruit op ongeoorloofde wijze elektronische informatie betreffende het beheer van rechten is verwijderd of waarin op ongeoorloofde wijze dergelijke informatie is gewijzigd,

en die weet of redelijkerwijs behoort te weten dat hij zodoende aanzet tot een inbreuk op het auteursrecht of op een naburig recht, dan wel een dergelijke inbreuk mogelijk maakt, vergemakkelijkt of verbergt.

§ 2. In de zin van deze wet wordt onder «informatie betreffende het beheer van rechten» verstaan alle door de rechthebbenden verstrekte informatie op grond waarvan werken of ander beschermd materiaal, dan wel de auteur of andere rechthebbende kunnen worden geïdentificeerd.

Deze term wijst ook op informatie betreffende de voorwaarden voor het gebruik van het werk of het andere materiaal, alsook op de cijfers en codes waarin die informatie vervat ligt.»

HOOFDSTUK II

Wijzigingen van de wet van 31 augustus 1998 houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken

Art. 16

In de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidende:

«Art. *6bis*. — § 1. Artikel *79bis*, § 1, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, is van overeenkomstige toepassing.

§ 2. De producenten van databanken nemen vrijwillige maatregelen, waaronder overeenkomsten met andere betrokken partijen, om ervoor te zorgen dat de nodige middelen verschaft worden aan de gebruiker van een databank om te kunnen genieten van de uitzonderingen bepaald in artikel 7, eerste lid, 2^o en 3^o, mits de gebruiker op rechtmatige wijze toegang heeft tot de door de technische voorziening beschermde databank.

De in het eerste lid bepaalde vrijwillige maatregelen worden medegedeeld aan de vertegenwoordiger van de minister bedoeld in artikel 76 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

§ 3. Zijn er binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet door de producenten van databanken

adéquate au sens du § 2 n'a été communiquée par les producteurs de bases de données au délégué du ministre visé à l'article 76 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, le Roi prend dans l'intérêt général les dispositions appropriées imposant aux producteurs de bases de données concernés, de fournir à l'utilisateur d'une base de données les moyens nécessaires pour pouvoir bénéficier des exceptions prévues à l'article 7, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, lorsque celui-ci a un accès licite à la base de données protégée par les mesures techniques. Ces dispositions appropriées ne seront applicables qu'aux seuls producteurs de bases de données qui n'auront pas adopté de mesures volontaires adéquates.

§ 4. Les mesures techniques appliquées volontairement par les producteurs de bases de données, y compris celles mises en œuvre en application d'accords volontaires, ainsi que les mesures techniques mises en œuvre en application des dispositions prises en vertu du § 3, jouissent de la protection juridique prévue au § 1^{er}.

§ 5. Les dispositions des §§ 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas aux bases de données qui, selon des dispositions contractuelles entre parties, sont mises à la disposition du public de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.»

Art. 17

Un article 6^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

«Art. 6^{ter}. — L'information sur le régime des droits des producteurs de bases de données se règle conformément à l'article 79^{ter} de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.»

CHAPITRE III

Disposition transitoire

Art. 18

Est toutefois maintenu transitoirement en vigueur dans sa version antérieure à la publication de la présente loi, l'article 39, alinéa 5, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, en ce qui concerne les droits des producteurs de phonogrammes, qui, par expiration de la durée de la protection qui leur était reconnue en vertu de cette disposition, ne sont plus protégés.

geen vrijwillige maatregelen in de zin van § 2 medegedeeld aan de vertegenwoordiger van de minister bedoeld in artikel 76 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, dan stelt de Koning alle in het algemeen belang passende maatregelen vast die de betrokken producenten van databanken ertoe verplichten aan de gebruiker van een databank de nodige middelen te verschaffen om de uitzonderingen bepaald in artikel 7, eerste lid, 2^o en 3^o, te kunnen genieten, mits de gebruiker op rechtmatige wijze toegang heeft tot de door de technische voorziening beschermde databank. Deze passende maatregelen zullen slechts van toepassing zijn op de producenten van databanken die geen afdoende vrijwillige maatregelen genomen hebben.

§ 4. De technische voorzieningen die door de producenten van databanken vrijwillig worden getroffen, met inbegrip van die ter uitvoering van vrijwillig gesloten overeenkomsten, alsook de technische voorzieningen die getroffen werden ter uitvoering van de bepalingen genomen krachtens § 3, genieten de in § 1 bedoelde rechtsbescherming.

§ 5. De §§ 2 en 3 gelden niet voor databanken voor het publiek beschikbaar gesteld op grond van overeengekomen bepalingen op zodanige wijze dat leden van het publiek daartoe toegang hebben op een door hen individueel gekozen plaats en tijd.»

Art. 17

In dezelfde wet wordt een artikel 6^{ter} ingevoegd, luidende :

«Art. 6^{ter}. — De informatie over het beheer van de rechten van de producenten van databanken, wordt geregeld overeenkomstig artikel 79^{ter} van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.»

HOOFDSTUK III

Overgangsbepaling

Art. 18

Bij wijze van overgangsmaatregel blijft evenwel van kracht, zoals het vóór de bekendmaking van deze wet luidde, artikel 39, vijfde lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, met betrekking tot de rechten van producenten van fonogrammen, waarvan de verleende beschermingstermijn is verstreken en niet opnieuw beschermd wordt.

19 januari 2004.

Stefaan DE CLERCK.